Déclaration conjointe de MM. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Boris Johnson, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, Sigmar Gabriel, ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne et Rex Tillerson, secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, à Paris le 8 novembre 2017.

2017-11-08

Le 26 octobre, le mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM), organe créé par décision unanime du conseil de sécurité des Nations unies, a conclu que le régime de Bachar al-Assad est responsable de l'utilisation de gaz sarin dans la ville de Khan Cheïkhoun le 4 avril 2017. Nous avons pleinement confiance dans les conclusions, le professionnalisme et l'indépendance du JIM. Le régime syrien a violé le droit international, et notamment la Convention sur les armes chimiques. Nous condamnons cet acte odieux, et nous exigeons que le régime syrien cesse immédiatement toute utilisation des armes chimiques et déclare enfin à l'OIAC toutes les armes chimiques qu'il possède.

Le JIM a également constaté que l'EI/Daech était responsable d'une attaque au gaz moutarde dans la ville de Um Housh deux jours consécutifs en septembre 2016. Nous condamnons également cet acte ignoble, et nous sommes unis dans notre détermination à vaincre une fois pour toutes cet abominable mouvement terroriste. Nous condamnons l'utilisation d'armes chimiques par qui que ce soit et où que ce soit.

Nous reconnaissons qu'il est essentiel que la communauté internationale continue d'enquêter sur les cas d'emploi d'armes chimiques en Syrie. Nous demandons donc instamment au conseil de sécurité des Nations unies de maintenir la capacité d'enquête du JIM. Nous demandons également au conseil exécutif de l'OIAC de prendre des mesures en réponse au rapport du JIM afin d'envoyer un signal sans équivoque indiquant que les responsables de l'utilisation d'armes chimiques devront rendre des comptes.

Malheureusement, ce n'est pas le premier rapport identifiant les responsables de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. En 2016, le JIM était arrivé à la conclusion que le régime syrien était responsable de l'utilisation de gaz de chlore comme arme chimique dans au moins trois attaques en 2014 et 2015, et l'EI/Daech d'un cas d'emploi de gaz moutarde en 2015.

Le JIM a encore beaucoup de travail. L'OIAC vient d'indiquer qu'une attaque au sarin dans la ville d'Al Lataminah en Syrie a «probablement eu lieu», juste une semaine avant l'attaque de Khan Cheïkhoun et à seulement 15 kilomètres de distance. L'attaque décrite porte les marques du régime syrien.

Une réponse internationale ferme est désormais essentielle pour faire en sorte que les responsables rendent compte de leurs actes et que les victimes de ces attaques ignobles obtiennent justice, et pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent. Après un tel rapport, le conseil de sécurité et tous ses membres ont la responsabilité commune de protéger le régime international de non-prolifération et de respecter leurs engagements antérieurs.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 14 novembre 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/204117-declaration-conjointe-de-mm-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et